

Forte baisse du déficit commercial

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4306 - Lundi 23 octobre 2017 - Prix : 10 DA

Tizi Ouzou

Les autorités locales honorent la famille de la presse

Page 3



Boumediene Derkaoui à propos de l'industrie pharmaceutique «Investir dans la biotechnologie réduira grandement la facture d'importation»

Page 4

La fin à contre-courant de la rencontre de Tunis

Par Mohamed Habili

Nombre de déclarations à propos du round de négociation qui vient de se terminer à Tunis entre les deux principales factions libyennes, dont celle faite par, ou seulement prêtée à l'émissaire onusien lui-même, Ghassan Salamé, soutenaient qu'un dépassement des divergences sur les deux points les plus sensibles de l'accord de Sekhirat était contre toute attente en train de se produire. Ces points concerneraient d'une part le Conseil présidentiel, qui ne serait dorénavant, disait-on, composé que de trois membres, et de l'autre la prérogative de désigner aux hauts postes militaires, qui ne devrait pas revenir à la seule équipe dirigée par Fayaz Al Sarraj, mais nécessiter l'aval de la Chambre des députés, basée à Tobrouk et acquise quant à elle au maréchal Khalifa Haftar. On sait maintenant qu'il n'en est rien, que la rencontre a pris fin sur le même clivage touchant ces deux points qu'à son commencement. Qu'elle a bien plus abouti à le durcir qu'à l'atténuer. L'émissaire onusien en a été en tout cas réduit à se féliciter de ce que du moins on sait maintenant clairement sur quels points il y a accord, et sur quels autres le désaccord persiste. Cette clarification n'est peut-être pas complètement dénuée de valeur, mais le fait est que ce n'est pas du tout à ce résultat qu'on était en droit de s'attendre sur la foi des déclarations faisant état de percée importante dans les négociations. Suite en page 3

En attente du permis de conduire à points La route algérienne s'imbibe de sang



PH/D. R.

Malgré les multiples mesures prises depuis plusieurs années par le gouvernement algérien, on assiste chaque jour à des dizaines d'accidents routiers. Au volant, l'automobiliste algérien oublie qu'il a une famille et une loi à respecter. Il se transforme alors en un vrai «Schumacher» fonçant droit vers la mort. Lire page 2

Baisse de la production de pétrole

Taux de conformité record de l'accord Opep-non-Opep

Page 3

«Prova», pièce de théâtre présentée à Alger

Des jeunes de Bab El Oued dénoncent l'anarchie sociale

Page 13

En attente du permis de conduire à points

La route algérienne s'imbibe de sang

■ Malgré les multiples mesures prises depuis plusieurs années par le gouvernement algérien, on assiste chaque jour à des dizaines d'accidents routiers. Au volant, l'automobiliste algérien oublie qu'il a une famille et une loi à respecter. Il se transforme alors en un vrai «Schumacher» fonçant droit vers la mort.

Par Thinhinene Khouchi

Ce n'est pas pour rien que les routes algériennes sont classées parmi les plus meurtrières au monde. Chaque jour un bilan sanglant tombe, des dizaines de conducteurs périssent. Les conducteurs jeunes et vieux se transforment en «Michael Schumacher» sur les petites ruelles causant ainsi la mort de citoyens innocents. Les responsables affirment que 34% des personnes à l'origine des accidents ont moins de 30 ans et que, curieusement, ce sont les propriétaires de véhicules neufs qui en sont les plus impliqués. Cette information vient confirmer les dires des personnes âgées concernant le danger des jeunes au volant. Un psychologue algérien, en analysant le comportement psychologique du conducteur algérien, avait affirmé que «au volant, l'automobiliste algé-



P.N/D. R.

rien se retourne contre sa société, sa famille et la loi. C'est une manière d'exprimer ses troubles psychologiques face à son environnement. Il y a une pulsion interne que le conducteur essaie de gérer. Avec la voiture, certains Algériens compensent leur stress. A plusieurs reprises, des conducteurs m'ont avoué que lorsqu'ils sont stressés dans leur vie quotidienne, ils décident de rouler à 180 km/h». Les Algériens sont-ils stressés au point de foncer à 180 km/h vers une mort certaine ? Pourquoi autant de haine au volant ?

Cette semaine encore, la route algérienne s'est imbibée

de sang. En effet, vingt-quatre personnes ont trouvé la mort et 43 autres ont été blessées dans 22 accidents de la circulation enregistrés durant les dernières 48 heures au niveau national, selon un bilan établi par la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'Oum Bouaghi avec 5 personnes décédées et des blessures à 7 autres, suite à 3 accidents, précise la même source, notant que l'accident le plus mortel a eu lieu dans la commune de Ksar El Sebihi, suite au renversement d'un véhicule léger sur la RN n 12, faisant 3 morts et 2 blessés. Pour faire

face à cette tragédie, le gouvernement a opté pour le permis de conduire électronique biométrique à points. Le système du permis à points sera confectionné et délivré à partir du premier trimestre de 2017. En effet, en cas d'infraction au code de la route, des points sont retirés en fonction de la gravité des fautes commises par les automobilistes, en expliquant que si l'infraction est du 1^{er} degré, le conducteur se verra retirer un point et verser une amende de 2 000 DA. Les fautes du 2^e degré seront sanctionnées par le retrait de deux points, plus une amende de 2 500 DA. Tandis que les

automobilistes qui commettent des infractions du 3^e degré perdront 6 points et payeront une amende à partir de 5 000 DA. Pour ce qui est des infractions criminelles au code de la route, le coupable perdra 10 points. Dans le cas où le conducteur perd tous ses points, il se verra retirer définitivement son permis de conduire, et devra attendre six mois, avant d'être éligible à refaire la formation et repasser les examens pour avoir un nouveau permis de conduire. Ce système devait être appliqué fin 2017, mais pour le moment rien à signaler.

T. K.

Sur les 9 premiers mois de l'année en cours

Forte baisse du déficit commercial

Avec la hausse des exportations et la baisse des importations, le déficit commercial de l'Algérie a reculé de 4,97 milliards de dollars soit 37,94%, sur les neuf premiers mois de 2017. Selon les chiffres des Douanes, publiés via l'agence APS, le déficit commercial de l'Algérie a reculé à 8,14 milliards de dollars sur les neuf premiers mois de 2017 contre un déficit de 13,11 milliards de dollars sur la même période de 2016, soit une baisse de 4,97 milliards de dollars correspondant à un recul du déficit de 37,94%, a appris l'APS auprès des Douanes.

Ainsi, les exportations ont nettement augmenté à 25,79 milliards de dollars (mds usd) sur les 9 premiers mois de l'année 2017 contre 21,82 mds usd sur la même période de 2016 soit 18,2%, en hausse de 3,97 mds usd, selon les données du Centre national de l'Informatique et des Statistiques des Douanes (Cnis).

Concernant les importations, elles ont connu une légère baisse en s'établissant à 33,92 mds usd contre 34,93 mds usd soit de moins de 2,9%, en baisse de 1,01 mds usd, précise la même source. Quant au taux de couverture des importations par les exportations, il est passé à 76%

contre 62% à la même période de l'année précédente. Les hydrocarbures continuent de représenter l'essentiel des ventes algériennes à l'étranger (94,66% du volume global des exportations), en s'établissant à 24,41 mds usd contre 20,52 mds usd sur la même période de 2016, soit une hausse de 3,89 mds usd correspondant à une augmentation de près de 19%.

Demeurant toujours marginales, les exportations hors hydrocarbures se sont établies à 1,38 md usd, soit une hausse de 5,76% par rapport à la même période 2016.

Les exportations hors hydrocarbures sont composées des demi-produits avec 973 millions usd (contre 982 millions usd), des biens alimentaires avec 277 millions usd (contre 208 millions usd), des biens d'équipements industriels avec 61 millions usd (contre 39 millions usd), des produits bruts avec 51 millions usd (contre 61 millions usd), des biens de consommation non alimentaires avec 15 millions usd (contre 12 millions usd) et des biens d'équipements agricoles avec 0,16 million usd (contre 0,05 million usd).

Pour ce qui est des importations, des

baisse ont été constatées pour les biens d'équipements industriels en s'établissant à 10,45 mds usd contre 11,54 mds usd soit 9,51%. Les demi-produits sont établis à 7,96 mds usd contre 8,63 mds usd soit 7,7%, et les produits bruts à 1,07 md usd contre 1,18 mds usd soit 9,07%. Par contre, les importations ont augmenté pour les produits alimentaires qui se sont chiffrées à 6,5 mds usd contre 6,1 mds usd soit 6,4%.

Les produits énergie et lubrifiants à 1,15 mds usd contre 904 millions usd soit une différence de 27,65%. Pour les biens d'équipement agricoles sont affichés à 474 millions usd contre 359 millions usd soit une différence de 32,03%, et les biens de consommation non alimentaires à 6,3 mds usd contre 6,2 mds usd soit 1,7%. En terme de mode de financement des importations, sur les 33,92 mds usd des biens importés durant les neuf premiers mois de 2017, un montant global de 20,68 mds usd a été payé par cash (60,95% des importations globales). Les lignes de crédit ont financé les importations pour un montant de 12,01 mds usd soit 35,42% des importations), tandis que les comptes en devises propres ont été utilisés pour

des importations de 7 millions usd soit une différence de 0,02%. Le reste des importations a été financé par le recours à d'autres moyens de paiement à près de 1,2 mds usd soit 3,6% des importations.

L'Italie et la Chine préservent leur statut de premiers partenaires

Les cinq premiers clients de l'Algérie, au cours des neuf premiers mois de 2017, ont été l'Italie avec 4,22 mds usd avec 16,4% des exportations globales algériennes, suivie de la France avec 3,17 mds usd représentant 12,31%, de l'Espagne avec 2,79 mds usd soit 10,81%, des Etats-Unis avec 2,34 mds usd soit 9,1% et du Brésil avec 1,6 md usd avec 6,22%. Quant aux principaux fournisseurs de l'Algérie, la Chine est encore venue en tête avec 6,56 mds usd soit 19,4% des importations globales algériennes, suivie de la France avec 3,07 mds usd soit 9,06%, de l'Italie avec 2,58 mds usd (7,62%), de l'Allemagne avec 2,29 mds usd (6,74%) et de l'Espagne avec 2,28 mds usd (6,71%).

Louiza Ait Ramdane

Baisse de la production de pétrole

Taux de conformité record de l'accord Opep-non-Opep

■ Le marché pétrolier est en voie de rééquilibrage, les cours évoluent depuis quelque temps au-dessus de la barre symbolique de 50 dollars après une chute à 30 dollars en janvier 2016. L'accord Opep-non-Opep commence à porter ses fruits.

Par Meriem Benchaouia

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (et ses partenaires) ont réduit leur production au-delà de leurs engagements en septembre, atteignant un taux de conformité de 120%. «En septembre, l'Opep et ses partenaires ont atteint un excellent niveau de conformité, soit le niveau le plus élevé depuis le début de la déclaration de coopération», a indiqué le Comité ministériel conjoint de suivi de l'accord de réduction de la production pétrolière des pays de l'Opep et non-Opep (JMMC). Ce taux «souligne à nouveau l'engagement résolu des pays producteurs participants à coopérer pour rééquilibrer le marché», selon le Comité qui s'est déclaré «satisfait des résultats globaux et a encouragé tous les pays participants à poursuivre sur la voie de la conformité, au bénéfice des producteurs et des consommateurs». Toutefois, le Comité a noté que «bien que certains pays producteurs participants aient systématiquement dépassé leurs ajustements de production volontaires, d'autres doivent encore atteindre une conformité de 100%».

«Le JMMC a pris note des récents développements sur le marché et s'est dit convaincu que le marché pétrolier allait dans la bonne voie en direction des objectifs de la déclaration de coopération. Les récentes révisions à la hausse de la croissance de la demande mondiale de pétrole en 2017 et en 2018 témoignent de ces évolutions positives», est-il noté dans le communiqué. «Le JMMC continuera à surveiller d'autres facteurs sur le marché du pétrole et leur influence sur le processus de rééquilibrage du marché en



cours», a souligné le communiqué. «Toutes les options sont laissées ouvertes pour s'assurer que tous les efforts sont faits pour rééquilibrer le marché pour le bénéfice de tous», précise la même source. Pour rappel, le JMMC a été créé à la suite de la 171^e Conférence ministérielle de l'Opep de novembre 2016 et de la Déclaration de coopération faite lors de la réunion ministérielle conjointe Opep-non-Opep tenue en décembre 2016. Lors de la réunion de décembre 2016, onze producteurs de pétrole non-Opep ont coopéré avec les 13 pays membres de l'Opep en vue de rééquilibrer le marché mondial du pétrole en baissant la production de 1,8 million de barils par jour.

Le JMMC est chargé de veiller à ce que ces objectifs soient réalisés grâce à la mise en œuvre des ajustements volontaires de la production de pétrole des pays Opep et non-Opep. La prochaine réunion du JMMC se tiendra à Vienne le 29 novembre prochain, selon le communiqué. Par ailleurs, le P-DG du groupe Sonatrach, Abdelmoumen Ould Kaddour, a appelé, il y a quelques jours, à poursuivre l'effort de baisse de production pour soutenir les prix et résorber l'excédent d'offre sur le marché. «Je crois qu'il est souhaitable et probable de prolonger» l'accord sur la baisse de production, a déclaré Ould Kaddour au quotidien américain «Wall Street Journal» en marge de la

Conférence Oil and Money. L'Algérie, l'Iran et le Venezuela, trois membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, ont plaidé pour la poursuite de cet effort. Les ministres iraniens et vénézuélien du Pétrole, Bijan Zanganeh et Eulogio del Pino ont déclaré dernièrement à Moscou, lors d'un forum sur l'énergie, qu'un renforcement de cet accord n'était pas exclu.

L'Arabie saoudite, premier producteur de l'Organisation, s'est dit prête à soutenir le mouvement des prix amorcé il y a quelques mois, alors que la Russie, chef de file des pays producteurs hors Opep a déclaré être ouverte à la proposition de prolonger l'accord.

M. B.

Tizi Ouzou

Les autorités locales honorent la famille de la presse

De nombreux journalistes et correspondants de presse à Tizi Ouzou ont pris part, hier, aux festivités de célébration de la Journée nationale de la presse initiées par les services de la wilaya. Le coup d'envoi du programme a été donné par le dépôt de gerbes de fleurs par le wali, le président de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) et du maire de Tizi Ouzou au niveau de la place de la liberté de la presse sise à la cité 20-Août (ex-Cnep) de la ville des Genêts. La délégation s'est ensuite rendue à la station de la radio locale où le wali, Mohamed Bouderbali et le P/APW Mohamed Mssela, ont tour à tour pris la parole sur les ondes de radio Tizi Ouzou pour rendre hommage aux journa-



listes tombés sous les balles des terroristes et ceux qui exercent le métier aujourd'hui. Les deux intervenants ont abordé également la thématique nationale de

la célébration de la Journée de la presse, à savoir, l'environnement. Pour le wali, la situation de l'environnement dans la wilaya de Tizi Ouzou est inquiétante

avant d'appeler à l'implication de toutes les parties concernées et plus particulièrement le citoyen pour mettre fin à cette situation.

Mohamed Mssela a également abordé la même question sans manquer de souligner l'initiative de l'APW portant concours du village le plus propre de la wilaya. Au siège de la wilaya, le wali a reçu les journalistes présents aux festivités pour écouter leurs doléances que le président de l'Association des journalistes et correspondants de la wilaya de Tizi Ouzou (AJCTO), Samir Leslous, a résumé essentiellement aux problèmes d'accès à l'information qu'endure la famille de la presse au niveau de certaines directions locales. Comme il a appelé à l'améliora-

M. H.

LA QUESTION DU JOUR

La fin à contre-courant de la rencontre de Tunis

Suite de la page une

Autre signe ne poussant pas à l'optimisme : les deux délégations se sont séparées comme si elles n'avaient plus rien à se dire, ayant en quelque sorte épuisé toutes les voies possibles de rapprocher leurs positions, de dépasser ou d'atténuer leurs divergences. Cela dit, sans la nouvelle étonnante qu'un accord était en train de se conclure entre elles, il n'y aurait pas eu grand monde pour prédire cette éventualité. De sorte que la façon dont la rencontre se termine est une sorte de remise des pendules à la véritable heure libyenne, après un court intermède où elles ont trop avancé par rapport au cours réel des événements ; en somme un juste retour des choses. Ce n'est qu'à la fin, quand la rectification est tombée, qu'on s'est avisé d'un détail capital mais qu'on a eu tendance jusque-là à sous-estimer, à savoir que ces parties qu'on disait sur le point de s'entendre sur quasiment tout ne s'étaient en réalité jamais parlé directement, qu'elles l'avaient fait de bout en bout à cette occasion par l'entremise de l'émissaire onusien et de ses collaborateurs. Quand des délégations ne peuvent pas se réunir dans une même salle, de deux choses l'une, soit qu'elles sont encore loin d'un accord, soit qu'elles ont reçu pour consigne de ne rien conclure, quoi qu'il arrive, quelles que soient les concessions que leurs vis-à-vis seraient éventuellement disposées à leur faire. Dans le cas de la rencontre de Tunis, il n'y a pas de raison de penser que Salamé a pris ses désirs pour des réalités, ou qu'il a choisi sciemment de faire preuve d'optimisme dans le but par exemple d'amener les deux délégations à se montrer plus conciliantes l'une vis-à-vis de l'autre. Le plus vraisemblable est que l'avancée dont lui-même en personne ou ses collaborateurs ont fait état vers la fin de la rencontre n'est pas une invention de leur cru, qu'elle s'est réellement produite, mais que l'une ou l'autre délégation, ou peut-être les deux à la fois, n'ont pas estimé pour une raison quelconque assumer dès ce moment.

Hamid M.

Boumediene Derkaoui à propos de l'industrie pharmaceutique

«Investir dans la biotechnologie réduira grandement la facture d'importation»

■ Evoquant «un excellent et positif souvenir» de son passage à Sidal, tout comme l'ensemble des sociétés qui ont marqué sa longue carrière professionnelle, lors de cet entretien accordé au «Jour d'Algérie», Boumediene Derkaoui ancien patron du groupe pharmaceutique public Sidal aujourd'hui consultant en la matière, abordé en marge de la tenue de la 3^e Université du FCE à Alger, dresse un constat plutôt positif du secteur pharmaceutique. Selon lui, l'industrie pharmaceutique nationale a connu «une évolution et dynamique positive», néanmoins, il estime qu'«il est temps pour le secteur de passer à une vitesse supérieure et investir dans la biotechnologie, ce qui véritablement contribuera à la réduction de la facture d'importation des médicaments».

Propos recueillis par Lynda Naili



PH. Soraya J. A.

Le Jour d'Algérie : Quel constat du secteur pharmaceutique en Algérie ?

Boumediene Derkaoui : C'est un secteur qui a connu une évolution positive à un point tel qu'il pouvait faire envie à d'autres secteurs. Longtemps numéro Un en Algérie dans la production du générique, le groupe Sidal a commencé à se faire rattraper par deux laboratoires nationaux privés extrêmement dynamiques, pratiquement du même niveau que lui. Ceci dit cela n'est pas à nuire pour lui dans la mesure où la compétition est toujours bonne voire nécessaire pour s'améliorer pourvu que cela reste dans le giron national.

A première vue, c'est donc un constat exceptionnellement positif du fait des politiques de protectionnisme engagées par les pouvoirs publics et aussi à l'esprit d'entreprise qui a caractérisé bon nombre d'investisseurs, il y a eu une formidable croissance à deux chiffres du secteur qui a atteint les 18% parfois, particulièrement au cours de la deuxième moitié de l'année 2000. Ce qui fait qu'aujourd'hui, nous avons une centaine de laboratoires nationaux qui produisent l'équivalent de 50 à 55% de la production nationale en valeur et assurent la couverture à hauteur de plus de 50% des besoins en médicaments. En dehors de tout ce qui est biotechnologie, les médicaments de base, pour la plupart sont produits en Algérie.

Qu'est-ce qui explique, selon vous, les pénuries récurrentes de certains médicaments ?

A ce propos, Sidal avait pris l'engagement de participer à la réduction de la facture d'importation des médicaments, pourtant...

Effectivement, Sidal avait bénéficié d'un formidable plan de développement lancé en

2010 à l'issue duquel 3 nouvelles usines de production, d'une capacité de réalisation globale de 100 millions d'unités, l'équivalent de 80% de la production de Sidal, devaient être réceptionnées il y a un an. Donc, quand ces usines démarreront et qu'elles seront en pleine capacité, Sidal contribuera effectivement à une couverture plus large du secteur.

L'industrie du générique est en pleine expansion, néanmoins les malades restent septiques...

Le générique a pris une bonne place sur le marché national et a contribué fortement à réduire la facture d'importation du médicament, puisque c'est grâce au prix du générique que la caisse de sécurité sociale établit son tarif de référence pour le remboursement des médicaments, ce qui a amené y compris les laboratoires internationaux détenteurs des molécules originales, à réduire les prix des principes. Le générique est un médicament qui répond aux normes et pour lequel l'Algérie lui fait de plus en plus confiance. A titre d'exemple, et sans complexe générique/principes, un pays comme l'Allemagne près de 60% de ses médicaments sont des génériques.

Qu'est-ce qui explique, selon vous, les pénuries récurrentes de certains médicaments ?

Les pénuries concernent essentiellement les anticancéreux qui eux sont importés et distribués exclusivement par la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH). Aussi, le problème qui se pose, c'est qu'il s'agit de médicaments extrêmement coûteux, qui sont distribués gratuitement. C'est des problèmes de sécurité et par rapport à leur coût et pour leur cible. Ce qui est peut-être à l'origine de leur indisponibilité. Souvent, ils sont disponibles au niveau de la PCH mais pas au niveau de l'hôpital. Parce qu'ils ont un circuit particulier de distribution. Il n'y a pas un stockage de ces médicaments dans les hôpitaux. C'est la pharmacie de l'hôpital en question qui établit le bon de commande individualisé pour le malade concerné parce

que c'est un médicament qui coûte jusqu'à 4 à 5 millions DA. Faisant qu'il fait l'objet d'un suivi extrêmement rigoureux. C'est souvent ce qui explique ces pénuries ressenties au niveau des hôpitaux.

Comment voyez-vous les perspectives du secteur du médicament ?

En termes de développement, je pense qu'en prenant en considération ce qui existe et les projets déjà agréés et ceux en réalisation par le ministère de la Santé, c'est pratiquement le doublement de la production, ce qui est très nettement au-dessus des besoins nationaux. Donc à mon avis, le moment est venu pour le secteur d'abord de déployer des efforts en matière de formation pour une meilleure qualification des personnels, de certifier toutes les usines de production aux normes CE, GMP européen ou FD américain pour pouvoir se positionner et placer les produits nationaux sur les marchés internationaux. Ensuite en termes d'investissements, il faudrait passer à une vitesse supérieure, une autre étape pour viser les produits de biotechnologie qui sont très onéreux et qui aujourd'hui encore ne sont pas fabriqués en Algérie, celle de tout ce qui est onéreux et non fabriqués en Algérie qui alourdissent la facture du médicament tels que l'insuline, les anticancéreux et autres produits innovants.

Sachant que Sidal en a fait l'expérience, est-ce que l'industrie pharmaceutique algérienne peut aisément s'exporter ?

Sidal a toujours exporté de petites quantités surtout vers les pharmacies centrales de sept pays africains. Aujourd'hui, il y a sept ou huit laboratoires privés qui exportent également depuis quelques années des produits ayant enregistré une autosuffisance des besoins nationaux. Ceci dit, cela reste insuffisant. Il y a des parts de marché à prendre en Afrique, tous les laboratoires algériens en tout cas les plus performants ont toutes les chances d'avoir leur part.

L. N.

Une soixantaine de chercheurs et experts nationaux animent un atelier

«Cancer et recherche» en débat

Une soixantaine d'éminents chercheurs et experts nationaux animent depuis dimanche à Taghit les travaux d'un atelier «Cancer et recherche», initié par l'Agence nationale thématique de recherche en science de la santé (ATRSS), en partenariat avec l'université «Tahri Mohamed» de Béchar. Cette rencontre scientifique, qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme national de recherche en santé, dont l'ATRSS est le pilote

national, et du plan national cancer 2015-2019, vise essentiellement à faire un état des lieux et de débattre des priorités nationales à court, moyen et long terme en ce qui concerne la recherche cancérologique et des moyens qui lui seront dédiés, a indiqué le directeur général de cette agence. «Le président de la République a déclaré le cancer problème majeur de santé publique et a érigé la lutte contre le cancer en priorité nationale et chantier prési-

dentiel à un niveau de mobilisation sans précédent, d'où la tenue de cette rencontre à Taghit (97 km au sud de Béchar)», a expliqué le professeur Nabil Aouffen. Plusieurs thèmes liés à la recherche en cancérologie au titre du «Plan national cancer 2015-2019», au réseau des registres régionaux du cancer comme outil d'aide à la décision pour le plan national précité, à l'état des lieux de la recherche sur les facteurs de risque des cancers, aux facteurs

de risque du cancer du sein et autres sujets concernant la mise en œuvre des moyens au développement de la recherche cancérologique et les moyens médicaux à mettre en place pour la prise en charge des malades atteints par le cancer, sont au menu des travaux de cet atelier organisé avec la contribution du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (MESRS). En marge de cette rencontre soutenue aussi par plusieurs labora-

toires pharmaceutiques de renommée mondiale, des «Portes ouvertes» sur les activités de l'ATRSS sont prévues mercredi prochain à l'université «Tahri Mohamed», où le public pourra prendre amplement connaissance des missions dévolues à cette agence nationale, de même que des projets de recherches du MESRS, dont ceux ayant trait à la prévention et à la prise en charge des différents types de cancers.

Hani S./APS

Réserves de change

Raouya table sur 85 milliards de dollars à fin 2018

■ Les réserves de change de l'Algérie devraient baisser à 85,2 milliards de dollars à fin décembre 2018 et à 76,2 milliards de dollars à fin 2020, a indiqué, hier, le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya.

Par Salem K.

Intervenant devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) pour présenter le projet de loi de finances 2018, M. Raouya a avancé que le matelas de devises devrait s'établir à 85,2 milliards de dollars (mds usd) à fin 2018, soit l'équivalent de 18,8 mois d'importations, et à 79,7 mds usd en 2019 (18,4 mois d'importations) avant d'atteindre les 76,2 mds usd en 2020 (17,8 mois d'importations). Abordant le commerce extérieur, le ministre a indiqué que les importations devraient poursuivre une tendance baissière pour atteindre 43,6

mds usd en 2018, puis 41,4 mds usd en 2019 et 40,9 mds usd en 2020. Quant aux exportations des hydrocarbures, elles devraient, successivement, augmenter à 34,4 mds usd en 2018, à 38,3 mds usd en 2019 puis à 39,5 mds usd en 2020, a pronostiqué M. Raouya. Pour rappel, le ministre avait indiqué récemment que les réserves de change de l'Algérie étaient à 105,8 milliards de dollars à fin juillet 2017 et pourraient reculer à 97 milliards de dollars à fin décembre 2017. Le matelas de devises de l'Algérie était à 114,1 milliards de dollars à fin décembre 2016 contre 144,1 milliards de dollars à fin 2015. Les importations se sont établies à 46,72 mds usd en 2016 et



devraient clôturer l'année 2017 entre 40 et 41 milliards de dollars, avait prévu récemment le ministre

du Commerce, Mohamed Benmeradi.

S. K.

Banque mondiale

Plus d'un milliard de personnes «invisibles» faute d'identité

Ils sont plus de 1,1 milliard dans le monde sans existence officielle faute de preuve d'identité, déplorent les organisations internationales. Parmi ces «personnes invisibles» qui vivent essentiellement en Afrique et en Asie, plus d'un tiers sont des enfants dont la naissance n'a pas été enregistrée, a récemment déploré la Banque mondiale dans le cadre de son programme baptisé «ID4D» (Identification for development). Le problème est particulièrement criant dans les zones géographiques touchées par la pauvreté, la discrimination, les épidémies ou les conflits armés. «Les causes sont multiples», souligne Vyjayanti Desai, qui dirige l'ID4D. Dans les pays en développement, dit-elle, l'une des principales raisons est la distance séparant les personnes des services de l'Etat. C'est par exemple un obstacle majeur pour les populations d'Amazonie, poursuit Carolina Trivelli, ancienne ministre du Développement du Pérou et membre du conseil d'ID4D. «Il faut cinq jours de bateau pour atteindre un service administra-

tif», dit-elle. En outre, les familles ne sont souvent tout simplement pas informées de l'importance de l'enregistrement à la naissance et des conséquences en cas de non-enregistrement comme en Somalie, au Libéria ou en Ethiopie. Et quand elles sont conscientes de la nécessité de déclarer une naissance, «le coût peut être rédhibitoire pour des familles déjà très pauvres», commente Anne-Sophie Lois, représentante aux Nations unies et directrice à Genève de l'organisation d'aide à l'enfance Plan International. Du coup, des millions d'enfants d'Afrique ou d'Asie n'ont leur premier contact avec l'administration que lorsqu'ils sont en âge d'aller à l'école. Or «les certificats de naissance sont souvent nécessaires pour s'inscrire à l'école ou passer un examen», commente M^{me} Lois. Le climat politique dissuade aussi de nombreuses familles d'accepter d'être officiellement identifiées. «En raison de conflits entre ethnies, elles redoutent d'être identifiées comme appartenant à telle ou telle ethnie dans la mesure où des gouvernements ont – et

c'est triste – des préférences pour certains groupes au détriment des autres», relate M^{me} Trivelli. Dans de nombreux pays, les naissances hors mariage ou consécutives à un viol sont, elles aussi, volontairement dissimulées par crainte de discriminations. En Chine, l'absence d'enregistrement à la naissance a longtemps été, là aussi, délibérée en raison de la politique de l'enfant unique, pour éviter des sanctions. Or au-delà de ne pouvoir aller à l'école, ces enfants sont en proie à toutes sortes de violences : du travail forcé pour les garçons au mariage précoce pour les filles, dénonce depuis longtemps l'Unicef qui avait publié un rapport en 2013. Ces enfants se retrouvent aussi dans les trafics d'êtres humains, ajoute Mme Lois, «sans que les autorités ne s'aperçoivent de leur disparition». Pour combattre ce fléau, les organisations travaillent patiemment sur le terrain à l'identification de ces personnes «invisibles». Et les technologies numériques sont un formidable coup de pouce pour «fournir des documents légaux et produire

des statistiques complètes et précises», souligne M^{me} Lois. Carolina Trivelli observe, en outre, que l'évolution de la technologie, en particulier sa miniaturisation, permet aux services de l'Etat et aux organisations d'aller vers les populations pour procéder à l'enregistrement de leurs données biométriques sur le terrain à l'aide de minuscules boîtiers. Plan International, qui a lancé il y a une dizaine d'années une campagne intitulée «Chaque enfant compte», a contribué à l'enregistrement de plus de 40 millions d'enfants dans 32 pays. Il a développé une stratégie via une application mobile : les chefs de villages peuvent télécharger une application pour notifier l'état civil des naissances et des décès dans leur village. «Les systèmes de déclaration des naissances ne donnent pas seulement une identité légale aux enfants, ils fournissent aux gouvernements une source continue de données. Ce qui leur permet d'organiser des plans de manière efficace comme des programmes de vaccination ou d'éducation».

A. O./APS

Selon le président de la Banque africaine

Création d'un fonds pour les jeunes agriculteurs en Afrique

Le président de la Banque africaine de développement (BAD), le Nigérian Akinwumi Adesina, a annoncé la création d'un fonds dédié aux jeunes entrepreneurs agricoles, selon un communiqué de la BAD. Lauréat du Prix mondial de l'alimentation, M. Adesina s'est engagé à consacrer la dotation financière qui accompagne le prix à la création de ce fonds spécial. «Je m'engage à consacrer les 250 000 dollars de ma récompense du Prix mondial de l'alimentation pour mettre en

place un fonds entièrement dédié au financement des jeunes Africains actifs dans l'agriculture pour nourrir l'Afrique», a-t-il déclaré lors de la cérémonie de remise du prix qui se déroulait vendredi à Des Moines (Iowa), aux Etats-Unis. «Les grandes réalisations d'Akinwumi Adesina ont touché des millions d'agriculteurs et de personnes vivant dans la pauvreté rurale en Afrique», a expliqué le président de la Fondation du Prix mondial de l'alimentation, Kenneth Quinn,

cité dans le communiqué. Sous la direction du président Adesina, la BAD œuvre à accélérer le développement agricole à travers sa stratégie Nourrir l'Afrique, avec un investissement prévu de 24 milliards de dollars sur les dix prochaines années, selon le communiqué de la BAD. Le Prix Mondial de l'Alimentation a été fondé en 1986 par le lauréat du Prix Nobel de la Paix, Norman Borlaug, agronome dont les travaux lancèrent la «Révolution Verte» en Amérique Latine et en Asie, selon le site de

la Fondation qui décerne le prix. Le prix «salue les efforts de ceux qui se sont consacrés à trouver une solution adéquate pour répondre aux besoins en vivres et aux problèmes nutritionnels au niveau mondial», dans les domaines des «sciences et technologies agricoles et alimentaires, de la nutrition, de la production et du marketing, de l'économie, de la réduction de la pauvreté et du leadership politique». Il est décerné chaque année au mois d'octobre à Des Moines, selon le site. Agences

Mexique La production minière en baisse de 10,3% au premier semestre

LA PRODUCTION de l'industrie minière du Mexique a connu, au cours du premier semestre 2017, une baisse de 10,3 % par rapport à celle du premier semestre 2016, selon les derniers chiffres de la Confédération des chambres industrielles des Etats-Unis du Mexique. Cette tendance baissière a été enregistrée également au niveau des secteurs de production d'électricité, d'eau et de canalisation de gaz, avec une baisse du niveau d'activité de 1,2%, indique la Confédération dans un rapport. «L'industrie mexicaine évolue dans deux directions. Les secteurs des mines, de l'électricité et de la construction, qui ont fermé le premier semestre avec des chiffres négatifs, et l'industrie manufacturière, qui supporte bien l'activité industrielle avec une contribution de 50% à la production industrielle, dont l'activité a progressé de 3,5%», relève la même source. Cette décroissance du secteur minier est due à la baisse de la production de pétrole et du gaz (-10,3%), explique-t-on, ajoutant que les activités d'exploration minière ont baissé de 31,2% durant le premier semestre de l'année en cours. Le Mexique est un pays extrêmement riche en matières premières, avec une abondance et grande variété de minerais. En dépit des difficultés auxquelles il a été confronté ces dernières années, le secteur minier reste un moteur traditionnel de la croissance mexicaine. Quinzième économie mondiale, membre du G20 et de l'OCDE, le Mexique est la deuxième puissance économique en Amérique latine.

R. E.

Boumerdès / Commune de Beni Amrane

Création d'une zone d'activités pour la transformation de l'olive et dérivés

■ Des démarches sont actuellement en cours à Boumerdès pour créer une zone d'activités spécialisée dans la transformation de l'olive et dérivés dans la commune de Beni Amrane, à l'est du chef-lieu de wilaya, réputée pour son oléiculture, a annoncé le wali.



Par Ahlem N.

« Nous nous attendons actuellement à l'affectation d'une assiette appropriée au projet dans le but d'implanter tous les investissements liés à l'olive et à l'huile d'olive (huileries modernes, transformation de l'olive, conservation) », a indiqué à l'APS Abderrahmane Madani Fouatih en marge d'une réunion consacrée à la présentation du bilan d'activités de cette Assemblée populaire communa-

le (APC) du mandat 2012-2017. La démarche, visant la valorisation de ce produit agricole d'importance cultivée sur une surface importante dans la région de Beni Amrane, parallèlement à la création d'emplois et de revenus supplémentaires pour la localité, est inscrite, selon le wali, au titre d'un programme global, dont l'ambition est de créer des zones d'activités spécialisées à travers toute la wilaya, avec pour objectif la valorisation des ressources propres à chaque région, est-il escompté. Il a, en outre, estimé la réalisation de cette zone d'ac-

tivités à la portée de la wilaya, eu égard, a-t-il dit, aux potentialités non exploitées de nombreuses communes en matière d'agriculture, agroalimentaire, tourisme et d'artisanat, notamment. Le chef de l'exécutif de Boumerdès n'a pas manqué, à cet effet, de souligner l'expérience-pilote de la wilaya dans le lancement d'une zone d'activités dédiée aux métiers de la pêche et de l'aquaculture à Zemmour El Bahri, où des investisseurs sont actuellement en cours d'implantation de leurs projets. Lors d'un exposé sur le bilan d'activités de cette

commune, le P/APC Ahmed Afa a indiqué que cette collectivité, dont le budget ne dépasse pas les 100 millions de dinars/an, a bénéficié, ces cinq dernières années, de 33 opérations de développement au titre des Plans communaux de développement (PCD), dont 19 ont été réceptionnées, alors que le chantier est soit en cours ou à l'arrêt. Trente six autres opérations de développement ont été destinées à la localité sur budget de la wilaya, parmi lesquelles 13 ont été réceptionnées, 12 sont à l'arrêt et 11 non encore lancées, au

moment ou 24 autres projets ont été inscrits à son actif sur le budget communal, dont les travaux de réalisation de 14 sont achevés, 7 à l'arrêt et 3 non encore lancés. Selon cet édile, dont l'exposé est inscrit dans le cadre d'une série de rencontres consacrées à la présentation des bilans d'activités de toutes les APC de Boumerdes, la commune de Beni Amrane (plus de 25 000 âmes) accuse un déficit en foncier, du à son relief montagneux (elle est constituée à 80% de montagnes), outre un manque en aménagement urbanistique dû à l'éparpillement de ses zones d'habitation, dont le raccordement au réseau de gaz naturel ne dépasse pas les 41%, au moment où le raccordement au réseau d'assainissement est de pas plus de 60%.

A. N./APS

Batna/ Commune d'Ouled Fadel Plus de 500 foyers raccordés au gaz naturel

AU TOTAL, 533 foyers du village Légrine de la commune d'Ouled Fadel (Batna) ont été raccordés au réseau de gaz naturel, suscitant une grande joie chez les bénéficiaires. Ce projet de raccordement a nécessité la mobilisation d'une enveloppe financière de 165 millions de dinars, dont 153,4 millions de dinars algériens réservés au réseau de gaz, selon les explications fournies sur les lieux au wali,

Abdelkader Sayouda. Réceptionné «avant les délais fixés», une partie de ce projet important a été financé sur le budget de la wilaya, a-t-on ajouté, précisant que le coût de raccordement de chaque habitant au réseau de gaz naturel a été estimé à 180 000 dinars algérien. Le chef de l'exécutif local a indiqué, à cette occasion, que cette opération coïncide avec la célébration du 63ème anniversaire du déclenchement de la guerre de libération nationale et de la réunion des moudjahidine à Légrine dans la demeure de Abdellah Messaouda qui a donné naissance à la déclaration du 1er novembre 1945. Plus de 3 000 foyers, dans plusieurs communes de la wilaya, seront, «dans les prochains jours», raccordés au réseau de gaz naturel, a affirmé le même responsable, qui a informé que le taux de raccordement en gaz naturel dans la wilaya de Batna s'élèvera à 80 % après l'achèvement de tous les projets en cours de réalisation dans différentes localités de la région.

R. R.

Skikda

Relogement de près de 500 familles résidant dans des habitations précaires

Une opération de relogement d'environ 500 familles résidant dans des habitations précaires des cités El Match et Zefzef 1 et 2 a été lancée à Skikda, a-t-on constaté. Cette opération de trois jours, est la seconde du genre durant la période du mois de septembre dernier qui a touché 2 000 familles de ces quartiers, des plus anciens bidonvilles au chef-lieu de wilaya. L'opération de relogement, selon des explications présentées sur place, a mobilisé 120 camions et 20 équipements relevant du secteur des travaux publics en attendant la réalisation de la 3ème opération prévue après les élections locales, ciblant les habitants des bidonvilles du lac des oiseaux, de Bouabaz et ceux de la vieille ville qui résident dans des construc-

tions menacées d'effondrement ainsi que les demandeurs de logements sociaux. Le wali Derfouf Hadjiri a précisé en marge de cette opération que l'étude des dossiers des futurs bénéficiaires de ces logements a révélé des cas de tricherie de demandeurs de logements, dont certains sont issus d'autres wilayas ou sont propriétaires de villas et de lots de terrains, notant que 30 dossiers ont été rejetés après recours pour diverses raisons. Cette même responsable a affirmé que dans le cas où ont découvre une situation irrégulière, après l'octroi du logement, le dossier du bénéficiaire sera retiré par des méthodes légales, en procédant à l'affectation du logement aux personnes étant vraiment dans le besoin. Un dispositif important

a été mis en place par les services de la sûreté de wilaya pour assurer la sécurisation, l'accompagnement de cette opération à travers la mobilisation d'environ 1 200 policiers répartis sur les sites concernés par cette actions en l'occurrence les cités Match, Meysoune et Zefzef, a indiqué à ce propos le chef de sûreté de wilaya, le commissaire divisionnaire Mohamed Khezmat. Le relogement des habitants du bidonville Match a permis la récupération d'un terrain de près de 16 hectares, dont 13 seront exploités dans le cadre de la promotion foncière et le reste sera destiné à la réalisation des infrastructures publiques, a-t-on signalé.

Said F.

El Tarf

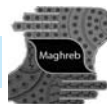
Près de 45 projets touristiques validés

Pas moins de 43 projets touristiques ont été, à ce jour, validés dans la wilaya d'El Tarf, a indiqué le directeur du tourisme et de l'artisanat. Selon Mahmoud Maâmi, ces projets font partie d'un total de 73 projets inscrits et sont appelés à fournir 3 386 emplois directs, répartis à travers différentes agglomérations relevant des communes d'El Kala, El Tarf, Ain Assel et le Lac des oiseaux, a ajouté la même source. Tout en rappelant les efforts consentis par l'état au titre de la stratégie de développement touristique, la même

source a, également fait état de projets prévus dans le cadre de la valorisation des sources thermales existantes dans la région d'El Tarf. Sept projets de réhabilitation des sources thermales, totalisant 1939 lits devant générer 591 emplois directs, sont ainsi enregistrés à travers les communes de Zitouna, Lac des oiseaux et Hammam Beni Salah. Le programme de développement durable du tourisme au niveau des zones d'El Chatt et d'El Battah porte, a rappelé la même source, sur la réalisation de neuf autres projets tou-

ristiques, totalisant 2070 lits et devant générer 607 emplois directs, au niveau de la zone El Battah, relevant de la commune de Ben M'Hidi, ainsi que 16 autres projets d'une capacité de 4 525 lits au niveau de la zone d'El Chatt. A cette série de projets destinés au développement du secteur et la valorisation des potentialités de cette wilaya frontalière, s'ajoutent, a-t-on rappelé, plus d'une vingtaine d'hôtels d'une capacité de 1.766 lits et une dizaine de camps de vacances totalisant 3 910 lits.

L. T./APS



Sahara occidental

Appel à la libération des prisonniers et à la résolution du conflit

■ Le chef de la délégation parlementaire algérienne, président de la Commission des Affaires étrangères de la coopération et de l'émigration à l'Assemblée nationale populaire (APN), Abdelhamid Si afif, a appelé à Vitry-sur-Seine, à la libération de tous les détenus politiques sahraouis dans les prisons marocaines, invitant le Front Polisario et le Maroc à travailler ensemble pour une solution au conflit du Sahara occidental dans un cadre permettant au peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination, conformément aux résolutions des Nations unies.

Par Lamine H.

Le chef de la délégation algérienne qui intervenait lors de la séance d'ouverture de la 42^e Conférence européenne de soutien et de solidarité avec le peuple sahraoui (Eucoco 2017.) a appelé à «la libération de tous les détenus sahraouis dans les prisons marocaines, emprisonnés à la suite de procès injustes dans des centres de détention inhumains», dénonçant les pratiques et méthodes contraire aux principes de Droits de l'homme exercées contre les militants sahraouis dans ces lieux de détention. Dans ce même contexte, il a exhorté les deux parties au conflit à savoir le représentant du peuple sahraoui, le Front Polisario, et l'occupant marocain, à «continuer à œuvrer sous l'égide de l'ONU afin de parvenir, à travers des négociations directes et sans préalables, à une solution politique juste et durable au conflit dans l'intérêt des deux peuples marocain et sahraoui et de l'ensemble des peuples du Maghreb dans un cadre permettant au peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination conformément aux résolutions des Nations unies». Le député Si Afif, a, dans son allocution, pressé, dans le même sens, la communauté internationale et les pays européens en particulier à prendre des «mesures urgentes et mener des actions tant dans le cadre des relations bilatérales qu'au sein des organisations internationales telles que les Nations unies pour accélérer le processus de règlement du conflit opposant le Front Polisario au Maroc». «L'Algérie, compte tenu de sa longue expérience de lutte et de sacrifice pour sa libération nationale, est ancestralement attachée à un droit sacré et inaliénable, "le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", et son devoir lui impose d'apporter son appui aux peuples qui continuent à être spoliés de leur liberté et de leur droit», a-t-il déclaré. Par ailleurs, M. Si Afif s'est félicité de



la visite de l'Envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU, Horst Kohler, qui poursuit sa première visite dans la région, en vue de relancer le processus de paix après cinq années de gel, dû aux blocages marocains. Il a, à ce titre, évoqué le silence complaisant et approuvateur de certains pays en particulier occidentaux, qui, estime-t-il, «favorisent le statu quo, en faisant passer leurs intérêts largement au-dessus du respect du droit international et des principes élémentaires de justice». Le chef de la délégation algérienne a, toutefois, réaffirmé que l'Algérie continuera de soutenir le peuple du Sahara occidental dans sa lutte pour le recouvrement de ses droits et considère que le règlement juste et durable et pacifique du conflit qui oppose le Maroc au Front Polisario, seul représentant du peuple sahraoui, sera d'«un apport décisif à la paix, à la stabilité et à l'unité de l'ensemble du Maghreb». Pour sa part, le sénateur algérien, Djaafar Noureddine, a indiqué que «le recours à la force comme moyens de règlement du conflit, la rupture du dialogue, le mépris flagrant de la légalité internationale ne peuvent que provoquer l'escalade sur toute la région déjà

menacée par les fléaux du terrorisme, de la contrebande, le crime organisé et le trafic de drogue». Les travaux de la 42^e édition de la Conférence européenne de soutien et de solidarité avec le peuple sahraoui (Eucoco 2017), qui se tient sous le thème : «Autodétermination, droit inaliénable», ont débuté samedi à Vitry-sur-Seine avec la participation de quelque 300 militants pour l'indépendance du Sahara occidental, issus des pays des cinq continents tels que : l'Algérie, l'Espagne, l'Afrique du Sud, la Suède, la Mauritanie, le Venezuela et d'autres. Une délégation parlementaire algérienne conduite par le président de la Commission des affaires étrangères, de la coopération et de la communauté à l'Assemblée nationale (APN), Abdelhamid Si Afif, prend part aux travaux de la 42^e édition de la Conférence européenne de soutien et de solidarité avec le peuple sahraoui (Eucoco 2017). L'Algérie est représentée à cet événement par une délégation du Comité national algérien de soutien avec le peuple sahraoui conduite par son président, Said Ayachi, des parlementaires et des militants

du mouvement associatif.

La France et la communauté internationale doivent assumer leur responsabilité

La France et la communauté internationale doivent assumer leur responsabilité collective dans le combat et la lutte du peuple du Sahara occidental, notamment pour le respect des droits de l'homme, a déclaré le président de la Coordination européenne de la solidarité avec le peuple sahraoui (Eucoco), Pierre Galand, lors des travaux de la 42^e conférence de l'Eucoco. «Notre rôle est de faire sortir la question du Sahara occidental d'un silence complice de la communauté internationale pour aller vers une solution juste et durable qui respecte le droit d'autodétermination du peuple sahraoui», a déclaré M. Galand qui préside les assises. Selon le président de l'Eucoco, «la France manque à ses obligations envers le Sahara occidental», déplorant que ce pays des droits de l'homme «participe au maintien de la rétention marocaine sur le Sahara occidental». «La France joue un rôle déterminant au Conseil de sécurité en se présentant comme

étant le porte parole des droits de l'homme dans le monde or aujourd'hui elle manque à ses obligations», a-t-il regretté. Il a dans ce sens rappelé les obligations de la France, sans, toutefois oublier de saluer «la solidarité populaire française à cet égard (au peuple sahraoui)». «La solidarité française est extraordinaire. Nous espérons pouvoir aboutir et à changer un peu le rapport de force à l'intérieur du parlement français et lancer un message en direction du nouveau gouvernement français, du nouveau Secrétaire général de l'ONU et du nouvel Envoyé personnel de l'ONU pour le Sahara occidental», a-t-il poursuivi. Par la même occasion, M. Galand est revenu sur les droits du peuple sahraoui que la communauté internationale se doit de respecter, et à la faire respecter. «C'est à la communauté internationale tout entière de les faire respecter, ce n'est pas seulement le combat des peuples mais aussi la responsabilité collective de la communauté internationale», a-t-il affirmé. Il a par ailleurs fait savoir que la Cour de justice européenne avait clairement défini que l'Europe «ne pouvait pas intégrer dans ses accords avec le Maroc, le Sahara occidental». Dans ce contexte, il a convié les participants «à s'engager davantage pour régler cette question du Sahara occidental et pas seulement d'être attentiste ou même complice avec l'occupant marocain» a-t-il conclu. L. H./APS

Libye 8 997 migrants clandestins secourus au large des côtes

La marine libyenne a indiqué avoir secouru 8 997 migrants clandestins au large des côtes libyennes au cours du premier semestre de 2017. «Au total, 8 997 migrants clandestins ont été secourus au cours du premier semestre de 2017. Le nombre de disparus en mer sur cette même période s'élève à 455», a indiqué le porte-parole de la marine libyenne, Ayob Qassem. «Vingt migrants clandestins se sont noyés, selon les données recueillies au cours des 37 opérations de secours menées par les gardes-côtes et les Forces spéciales de la marine libyenne au cours du premier semestre de cette année», a précisé M. Qassem.

R. M.

Tunisie

Vers la réduction du cash dans l'économie

Une réunion d'envergure a eu lieu au siège de la Banque Centrale de Tunisie pour tracer les grandes lignes d'une stratégie visant à réduire le cash (argent en liquide) dans l'économie nationale. Le Gouverneur de la Banque centrale de Tunisie (BCT), Chedly Ayari, a présidé cette réunion qui a regroupé également les représentants de

la Présidence du Gouvernement et des ministères concernés, ainsi que les parties prenantes des systèmes et moyens de paiements, en l'occurrence les représentants des banques (Aptbef), la Poste tunisienne, les Douanes, les gestionnaires des systèmes de paiement, les opérateurs des télécom, le Patronat et l'Organisation de défense du

consommateur (ODC). Dans son intervention introductive, Ayari a précisé que cette action, s'inscrit dans le cadre d'une stratégie nationale de promotion de l'inclusion financière, de la consolidation des ressources du système bancaire, d'une meilleure allocation des ressources financières, au profit de l'économie organisée et de la lutte contre les

activités informelles et pratiques financières illicites. Un pas franchissable «à travers la réduction du cash dans l'économie et le développement et la promotion des systèmes et moyens de paiements électroniques et de la finance digitale», a-t-il dit, rapporte l'agence TAP.

Samy O./Agences



Afghanistan

Une démonstration de force des talibans contre Trump

■ La recrudescence des attaques meurtrières contre des cibles sécuritaires en Afghanistan est une démonstration de force des talibans destinée au président américain Donald Trump et à démoraliser les forces locales, estiment des experts.

Par Rosa C.

Dans trois des quatre attaques majeures menées depuis mardi contre des enceintes de l'armée ou de la police, les insurgés ont utilisé des Humvees (véhicules militaires légers) remplis d'explosifs et d'armes volées précédemment aux forces de sécurité. Ces opérations témoignent aussi d'une nouvelle stratégie des talibans qui se concentrent sur des objectifs purement sécuritaires après avoir tenté pendant des années d'attaquer des villes dont les habitants étaient jetés sur les routes, comme à Kunduz (nord), brièvement tombée en 2015 et 2016, et Lashkar-Gah dans le Helmand (sud) l'an dernier. Les talibans «veulent montrer leur force après l'annonce de la nouvelle politique (américaine de Donald) Trump et

le déploiement de forces supplémentaires», explique Vanda Felbab-Brown, membre de la Brookings Institution. En revanche, «ils n'ont pas cherché à prendre le contrôle de capitales provinciales, ils ne perdent plus leurs ressources dans ce genre d'offensives», note-t-elle. Depuis le printemps en particulier, les talibans ont déclenché de nombreux assauts meurtriers contre des camps militaires, comme la grande base du nord près de Mazar-i-Sharif en avril où ils ont fait plus de 150 morts. Mais la semaine écoulée a vu un nombre record d'attaques majeures à Gardez (sud-est), Ghazni (centre) et Kandahar (sud) ou encore samedi à Kaboul, qui ont fait officiellement plus de 150 morts au total en cinq jours au sein des forces de sécurité. Cet été, Donald Trump a annoncé que les forces américaines resteraient en



PH. > D. R.

Afghanistan jusqu'à nouvel ordre, sans donner de date limite, et déploierait davantage de troupes. Parallèlement, les Américains ont accentué leurs raids aériens contre les positions des talibans et du réseau terroriste Haqqani qui leur est affilié, lâchant en septembre un nombre de bombes et de missiles inégalé depuis octobre 2010. Une série de frappes en particulier dans le sud-est le long de la frontière avec le Pakistan et des Zones tribales a fait des dizaines de morts parmi les insurgés. A Gardez, les talibans ont envoyé à l'AFP que les récentes attaques constituent «un message clair (...). Si l'ennemi pensait nous effrayer avec la nouvelle stratégie de Trump, on lui a donné une leçon». Cette recrudescence de violence surgit aussi au moment où le front diplomatique s'anime enfin, avec

des pourparlers associant Afghanistan, Pakistan, États-Unis et Chine en début de semaine, sur les moyens de mettre fin à 16 ans d'insurrection. «Les talibans veulent envoyer le message qu'ils préfèrent se battre plutôt que négocier et qu'ils y parviennent très bien», commente l'analyste Michael Kugelman, du Wilson Center à Washington. Le message est de fait dévastateur: des centaines de morts et blessés ainsi que des bases militaires ou des centres de police gravement endommagés, voire rasés. A Gardez, les talibans ont envoyé au moins trois véhicules lourdement piégés, dont au moins un Humvee et un camion, avant d'engager le feu, faisant au moins 60 morts. A Ghazni ils ont attaqué par deux fois le QG de la police. Ces attaques portent un coup au moral des troupes, évi- tent aux talibans les critiques sur

la mort de civils et permettent de voler au passage du matériel: le vice-ministre de la Défense a reconnu que «des dizaines» de Humvees et de camions militaires avaient disparu ces dernières années. «C'est particulièrement démoralisant pour les forces afghanes de voir leur propre matériel utilisé par l'ennemi», relève Kugelman. Les rangs des soldats et policiers afghans sont minés par la corruption et les désertions et les recrues payent le prix fort de leur engagement: le Sigar, l'organisme du Congrès américain qui surveille les dépenses des États-Unis en Afghanistan, a jugé leurs pertes «choquantes» et «insoutenables». Pour répondre à ces attaques, une source anonyme au sein des forces afghanes confiée à l'AFP que l'armée devrait se montrer «plus offensive et sortir de ses bases». Vanda Felbab-Brown suggère aussi de renforcer les postes de contrôle et d'améliorer le partage d'informations. Le puissant chef de la police de Kandahar, le général Abdul Raziq, appelle à renforcer «dès que possible» les forces aériennes afghanes pour mettre un terme rapide aux assauts qui durent des heures, comme à Gardez. Pour Raziq, les attaques répétées de ces derniers jours, plus qu'une réponse à Donald Trump, masquent une saison de combat ratée qui n'a offert aucun gain aux talibans. Ces derniers ont d'ailleurs déjà annoncé plus d'attaques à venir. «Plutôt que de s'inquiéter, prenons les mesures qui s'imposent» assène Raziq.

R. C.



Points chauds

Alliance

Par Fouzia Mahmoudi

Ces dernières années, Les Républicains, parti principal de la droite traditionnelle française, ne cesse de se déchirer autour du petit groupuscule «Sens Commun». Ce petit mouvement, né à la suite de la protestation contre la légalisation du mariage aux personnes de même sexe, est sans cesse au cœur de polémiques. En effet, la semaine dernière Daniel Fasquelle, candidat à la présidence des Républicains, a réclamé la «dénonciation de la convention» qui lie son parti à «Sens commun», émanation de la Manif pour tous, a-t-il indiqué, confirmant une information de Challenges. Le député du Pas-de-Calais a écrit un courrier au secrétaire général des Républicains, Bernard Accoyer, après la diffusion sur Internet d'une vidéo dans laquelle le président de «Sens commun» Christophe Billan explique notamment qu'on ne peut être français sans être chrétien. Daniel Fasquelle a demandé d'inscrire la dénonciation de la convention à l'ordre du jour du bureau national du parti qui doit se tenir mardi. «Le président de Sens commun a souhaité une plateforme commune entre sa formation et Marion Maréchal-Le Pen» et «a affirmé que l'on ne peut être français sans être chrétien», souligne dans sa lettre Daniel Fasquelle, qui juge ces valeurs «incompatibles avec les positions des Républicains». Or, cette semaine le député des Alpes-Maritimes, Éric Ciotti, soutien de Laurent Wauquiez dans la course à la présidence LR, a affirmé que «Sens Commun», émanation de la Manif pour tous au sein de LR, avait «sa place» dans le parti mais devait en «respecter le cadre». «Sur "Sens Commun", il faut ni excès d'honneur ni excès d'indignité. Refusons les anathèmes, la mise à l'écart», a dit Éric Ciotti. «Ce sont des gens de conviction, ils ont leur place au sein des Républicains. Il y avait une association avec Les Républicains faite par Jean-François Copé, donc aujourd'hui il faut qu'ils respectent le cadre des Républicains», a demandé cette figure de l'aile droite de LR. Pour lui, «on a donné médiatiquement à "Sens commun" une place, une influence qu'ils n'ont pas». «Les militants "Sens commun" ont des convictions, croient à une certaine idée de la famille, qui ne mérite pas ces insultes permanentes», a-t-il dit. Concernant une possible alliance avec le FN: «J'ai dénoncé publiquement cette main tendue. Laurent Wauquiez l'a fait également. "Sens commun" a publié un communiqué dénonçant cette approche et faisant une sorte de mea culpa», a souligné Éric Ciotti. «Il n'y aura jamais d'alliance avec le FN. Nous n'avons rien à voir avec le FN. Depuis que je suis engagé en politique dans mon département, j'ai comme premier adversaire le FN, et le FN a démontré à travers le naufrage de M^{me} Le Pen son manque de crédibilité. (...) Il faut redire que le FN est une impasse», a plaidé Éric Ciotti. Pourtant, l'on se souvient que François Fillon, candidat de la droite à la présidentielle, avait lui-même rejeté le soutien de «Sens Commun», car trop «extrémiste». Reste à savoir comment Wauquiez, probable prochain président de LR, traitera le «mouvement» et surtout si la convention qui les lie sera toujours à l'ordre du jour une fois que les élections internes du parti seront passées.

F. M.

Législatives au Japon

Vers une large victoire de la coalition du Premier ministre

Le Premier ministre conservateur japonais Shinzo Abe a remporté hier une large victoire aux législatives anticipées, selon les premiers sondages, gagnant ainsi son pari d'obtenir un nouveau mandat à la tête de la troisième économie mondiale, sur fond de menaces nord-coréennes. La coalition formée par le Parti libéral-démocrate (PLD, droite) de M. Abe et le parti Komeito (centre-droit) était en passe de remporter 311 sièges sur les 465 de la chambre basse, selon des estimations de la chaîne privée TBS, fondées sur les sondages de sortie des bureaux de vote diffusés après 20H00 (11H00 GMT). Au pouvoir depuis fin 2012, après un premier exercice raté en 2006-2007, M. Abe pourrait ainsi rester aux commandes jusqu'en 2021 et atteindre le record de longévité d'un Premier ministre japonais. Avant ces élections, sa coalition gouvernementale disposait de 318 sièges à la chambre basse du Parlement, mais des scandales à répétition avaient terni son image et faisaient

courir le risque d'une défaite lors de législatives initialement prévues dans un an. D'où la décision le mois dernier de M. Abe de déclencher des élections anticipées pour profiter d'une opposition morcelée, pendant qu'il était encore temps. Avec sa nouvelle confortable majorité, il se trouvera encore davantage légitimé dans sa fermeté affichée vis-à-vis de la Corée du Nord, qui a déjà tiré deux missiles au dessus de l'archipel nippon. M. Abe est favorable à la position de l'allié américain consistant à maintenir «toutes les options» sur la table, sous-entendu y compris militaire, contre Pyongyang. «Je soutiens la posture de Shinzo Abe de ne pas céder face à la pression nord-coréenne. Je veux qu'il continue à faire preuve de cette ferme volonté en coopérant avec les États-Unis et la Corée du Sud, c'est pour moi un point important dans cette campagne», a déclaré à l'AFP Yoshihisa Lemori, un patron d'entreprise qui a voté hier à Tokyo. À l'issue d'une brève campagne de

12 jours centrée sur l'économie et la question nord-coréenne, des millions d'électeurs japonais ont bravé hier des pluies diluviennes à l'approche d'un puissant typhon. Si les intempéries n'ont pas perturbé la logistique du scrutin, elles pourraient avoir favorisé l'abstention, bien qu'il soit possible au Japon de voter plusieurs jours à l'avance. Quelque 21,4 millions d'électeurs, sur environ 100 millions de Japonais en âge de voter, ont ainsi voté avant hier, un record. Le Parti de l'espoir, récemment créé et dirigé par la charismatique gouverneure de Tokyo Yuriko Koike, devrait remporter 50 sièges, selon TBS. Soit moins que l'autre principale formation d'opposition, le Parti démocrate constitutionnel, qui gagnerait 58 sièges. «Je crois que le résultat sera très sévère», a déclaré Mme Koike hier, après les premiers sondages réalisés à la sortie des bureaux de vote, alors qu'elle se trouvait à Paris pour assister à une conférence internationale de maires engagés contre la pollution atmosphérique.



«Prova», pièce de théâtre présentée à Alger

Des jeunes de Bab El Oued dénoncent l'anarchie sociale

■ La générale de la pièce de théâtre «Prova», une comédie noire aux accents sévères qui dénoncent l'anarchie sociale et le désarroi de la jeunesse, a été présentée samedi soir à Alger dans le registre du «Théâtre de laboratoire», par de jeunes comédiens amateurs, dans une ambiance de découverte, devant un public nombreux.

Par Racim C.

Accueilli au Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi (TNA) dans le cadre d'une des rubriques de son programme consacrée au «Théâtre de jeunes», «Prova» est le fruit d'une réflexion collective entreprise en atelier par une dizaine de comédiens débutants, encadrés trois mois durant, par le dramaturge syrien Hocine Kinani, qui a capitalisé toutes leurs idées en écrivant le texte du spectacle qu'il a également mis en scène, signant ainsi son quatrième spectacle monté en Algérie.

Dans une prestation à plusieurs situations réussie par l'ambition insatiable des comédiens en devenir, d'une vingtaine d'années en moyenne, les maux communs à «toute société» qui ne mise pas sur ses jeunes, ont été étalés sur un espace scénique ouvert, dénotant ainsi de l'option judicieuse du metteur en scène, qui a choisi de mettre en avant la puissance du texte et le jeu des comédiens.

Abandon du foyer conjugal

par le mari, frustrations des jeunes les conduisant aux fléaux de la drogue et de l'alcoolisme ainsi qu'aux risques de l'immigration clandestine, femme abusée, amour inavoué, sont parmi les situations brillamment interprétées par Amina Ikram Eddam, Nawel Oulouna, Rania Adrar, Chanez Chambi, Rabab Bouzrara, Oussama Sakhraoui, Walid Bahri, Anis Tounsi et Mohamed Islam Mekerrri, tous étudiants et membres de l'Association «SOS Bab El Oued».

Occupant tous les espaces de la scène, les comédiens ont bien porté la densité du texte dans des échanges directs au rythme soutenu, amenant avec subtilité la violence des contenus dans les différents tableaux à basculer dans le crime, rejeté catégoriquement par les deux religions, chrétienne et musulmane, présentes dans le spectacle pour dénoncer l'irréparable et toute forme d'extrémisme, source de fatalité.

Conçues avec perspicacité, les situations polysémiques présentées au premier degré en



Ph. > D. R.

apparence, ont permis d'autres lectures métaphoriques, à l'instar du tableau de la femme abusée, isolée dans ses lamentations, qui renvoie à l'absence de positions fermes des pays soutenant la cause palestinienne et leur volonté frêle à en découdre avec l'occupant israélien qui, lui, dans des scènes violentes soumises à un éclairage stroboscopique où tout s'emballe, redouble de cruauté, tuant des enfants et détruisant des maisons, dans la plus grande impu-

nité et avec «la complicité des pays qui se prétendent défenseurs des droits de l'Homme».

Le rejet de la mort et la célébration du «vivre ensemble» dans le spectacle, a également été une belle allégorie à tous les peuples embrasés dans de longs conflits internes aux noms d'idéologies sectaires, réduisant les chances de la paix au détriment de «millions de vies innocentes».

Dans une scénographie sans décor basée sur un espace nu,

les accessoires des personnages et leurs accoutrements étaient déposés dans la pénombre à l'arrière scène, donnant l'opportunité aux comédiens hors de situation de se préparer pour enchaîner un autre tableau, dans une dynamique de substitution portée par un éclairage concluant servi par des «douches» (dans le jargon théâtral, faisceau lumineux éclairant une seule situation) ou une lumière vive d'ensemble.

Des chorégraphies synchronisées et des chansons composées ou réarrangées par le duo Walid Bahri et Mohamed Zaidi ont enrichi le spectacle, d'une durée d'une heure de temps, lui donnant un aspect esthétique des plus concluants.

En présence de l'ambassadeur de Palestine à Alger Louai Aïssa, d'un membre de la mission diplomatique syrienne accréditée à Alger et de Monseigneur Henri Tessier, archevêque d'Alger de 1988 à 2008, le public a savouré tous les moments du spectacle dans la délectation, saisissant la pertinence du message qu'il contient.

En collaboration avec le TNA, le spectacle «Prova» est organisé par l'Association «SOS Bab El Oued», présidée avec dévouement depuis 15 ans par Nasser Meghenia, éducateur de formation qui a salué «la disponibilité à aider les jeunes, avec beaucoup de professionnalisme» du directeur du TNA Mohamed Yahiaoui.

R. C.

Oran

Exposition d'œuvres de l'artiste peintre Faïza Tahraoui Djeflal

Un vernissage «Quand la couleur invite à la méditation» de l'artiste peintre Faïza Tahraoui Djeflal, a eu lieu samedi à Oran.

L'exposition, qui s'étale du 21 octobre au 3 novembre, réunit 34 œuvres réalisées en quatre années et auxquelles l'artiste Faïza Tahraoui Djeflal a donné à chacune un titre.

Chaque titre invite le visiteur à scruter attentivement l'œuvre, à suivre le cheminement de l'artiste et faire coïncider les mots et les couleurs. Une véritable invitation suscitant la méditation sur l'art et ses relations avec la vie réelle. Dans cette perspective et à titre indicatif, l'artiste a intitulé une de ses

œuvres du nom du célèbre personnage de la pièce «El-Ajouad» de feu Abdelkader Alloula, «Djelloul El-Fehaïmi», incarné par le regretté Sirat Boumediene.

«Cette exposition se décline en trois phases que j'appellerai actes. Le premier acte est un hommage à de grands Hommes de notre société dont Abdelkader Alloula et Sirat Boumediene qui incarne le personnage de Djelloul El-Fehaïmi et qui représente, à mon sens, la révolte», a souligné Faïza Tahraoui Djeflal, faisant observer que le second acte représente la méditation suggérée dans les tableaux comme Nour (lumière),

Khouloua (retraite méditative) ou encore construction interne et transcendance, entre autres.

Le troisième acte, selon l'artiste, est en rapport avec la projection, dans le sens de projeter l'objet de la méditation dans l'œuvre elle-même. Ce que l'artiste peut donner de lui-même.

«En fait, ces trois actes sont liés, car on passe de la révolte à la sérénité, puis à la projection dans les différentes phases de notre progression dans la vie, de nos expériences vécues ou méditées», a-t-elle ajouté.

R. C.

Cinéma

«Les ombres de la vérité» de Salah Boufellah projeté à la presse à Alger

Le long métrage «Les ombres de la vérité», une fiction de Salah Boufellah sur le trafic d'organes et le kidnapping, a été projeté samedi à Alger en avant-première à la presse.

Produit par «Play Film» sur un scénario écrit par le réalisateur lui-même, le long métrage de 105 mn montre le phénomène du kidnapping et le trafic d'organes humains, des sujets qui ont surtout servi de base au scénario.

Yacine, un officier de police enquêta sur un réseau de trafiquants d'organes humains dans lequel sont impliqués des personnes de plusieurs nationalités. L'engagement de l'officier de

police, déterminé à démanteler ce réseau criminel et dévoiler l'identité de ses chefs, lui coûtera la vie.

Animé par un sentiment de vengeance après le meurtre de son frère, Salim – un jeune étudiant en musique – décide alors d'intégrer la police et poursuivre ainsi le combat de son aîné contre les criminels.

La quête du jeune officier, mu par la vengeance, l'emmène à mobiliser les contacts et autres connaissances du frère exécuté par des inconnus.

Ses soupçons le conduiront à infiltrer ce réseau, une affaire pour laquelle son frère aura laissé sa vie. La succession d'évé-

nements liés à cette enquête policière et les recherches pour retrouver les délinquants ont donné au film une «dynamique» qui a quelque peu allégé les «lourdeurs» qui marquent ce long métrage à cause de séquences sans lien avec le sujet.

Présent à la projection, le réalisateur a expliqué que la longueur de certaines scènes du film était un «choix réfléchi», motivé par le souci d'offrir au spectateur des cartes postales de paysages et sites historiques d'Algérie dont La Casbah de Dellys, sa ville d'origine.

Pour le casting, le réalisateur, assisté par son producteur Farid

Ikharban, a opté pour des comédiens amateurs, à l'exception de l'humoriste comédien Mourad Khan qui a déjà été distribué au cinéma. Doté d'un financement privé de 7 millions de dinars, le film est destiné à la diffusion sur le petit écran, a précisé encore son réalisateur qui dit n'avoir sollicité aucune aide publique. Tourné à Boumerdès, Boussaâda (M'sila) et Tizi-Ouzou, «Les ombres de la vérité» est le deuxième long métrage de Salah Boufellah, après «L'amour et la peste» sorti en 2010. Le cinéaste a également réalisé en 2006 «Vers l'inconnu», un court-métrage sur l'immigration clandestine. K. L.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Galerie de la Fondation Ahmed-et-Rabah Asselah (Alger-Centre)
Jusqu'au 28 octobre :
 Exposition de peinture de l'artiste Katia Challal.
 Musée national public d'art moderne et contemporain d'Alger
Jusqu'au 29 octobre :
 Exposition «Paysages et portraits dans la collection du Musée».



Coup-franc direct

Un titre ça se prépare

Par Mahfoud M.

C'est regrettable que l'USMA se fasse éliminer aussi bêtement en tour avancé de la Ligue des champions d'Afrique alors que tout le monde voyait qu'elle avait les moyens pour aller en finale. Il y avait vraiment de la place pour disputer la finale pour la deuxième fois de son histoire et pourquoi pas de la remporter sachant que le WAC ne lui était pas vraiment supérieur, mais il a su gérer la rencontre du début à la fin. Les Usmistes n'ont pas encore retenu les leçons du passé et commettent toujours les mêmes erreurs. Du manque de concentration, un relâchement à un certain moment du match, les joueurs de l'USMA ne savaient pas quoi faire pour tenter de prendre le dessus et réussir l'objectif fixé. Mais la faute incombe aussi à la direction et au président Rebouh Haddad qui a fait des pieds et des mains pour reporter tous les matchs de son équipe, or il fallait faire le contraire et l'équipe devait rester dans la compétition pour retrouver du rythme et se présenter face aux Marocains avec une meilleure forme physique. Les Algérois devaient se mettre dans la tête de bien gérer cette compétition qui diffère totalement du championnat national.

M. M.

Equipe nationale de football Haniched veut revoir Zemmamouche chez les Verts

L'ANCIEN GARDIEN de but de l'équipe nationale de football Mohamed Haniched, désigné dans le nouveau staff technique des Verts dirigé par Rabah Madjer, a indiqué samedi que son objectif était de convaincre le portier de l'USM Alger Mohamed-Amine Zemmamouche de revenir en sélection «*eu égard à son expérience et aux belles prestations réalisées cette saison avec son club*». «*Je vais parler personnellement avec Zemmamouche pour connaître son avis et sa disposition à propos d'un éventuel retour en sélection. Je sais qu'il a été affecté sur le plan psychologique du fait qu'il n'entrât pas dans les plans des précédents sélectionneurs, mais je pense qu'un portier de sa trempe a besoin qu'on lui redonne une chance*», a affirmé à l'APS Haniched. Le nouveau sélectionneur national, Rabah Madjer, a annoncé, jeudi, au cours de la conférence de presse tenue au Centre technique national de Sidi Moussa (Alger), le renforcement du staff technique avec l'arrivée de Mohamed Haniched, qui travaillera en étroite collaboration avec l'actuel entraîneur des gardiens de but Aziz Bouras, lequel faisait partie du staff de l'ancien sélectionneur, l'Espagnol Lucas Alcaraz. «*C'est un honneur pour moi de faire partie de l'encadrement technique de l'équipe nationale. Je tâcherai de mettre à disposition des Verts mon expérience dans le domaine pour le bien de l'équipe. Pour le moment, je ne connais pas mes prérogatives. Je dois en parler la semaine prochaine avec Madjer pour savoir ma mission même si je pense que j'aurai la tâche de travailler avec toutes les sélections nationales, y compris l'équipe A*», a-t-il avancé. Pour Haniched, dont la première apparition avec la sélection remonte à 1993 sous la houlette de l'ancien coach Meziane Ighil, il est temps d'effectuer «*une véritable révolution dans le choix des gardiens de but*». «*Il est insensé à mon avis de titulariser à chaque fois Rais M'bolhi alors qu'il ne joue que rarement avec son club et qu'il manque terriblement de compétition. Il est temps qu'on donne la chance à d'autres portiers pour*

s'illustrer. Sur ce sujet, je vais discuter avec le sélectionneur même si M'bolhi a beaucoup donné à la sélection», a-t-il expliqué. Haniched (49 ans) avait rejoint l'été dernier l'USM Blida, promue en Ligue 1 algérienne, après avoir longtemps travaillé à l'USM El-Harrach en compagnie de l'entraîneur Boualem Charef, nommé Directeur des équipes nationales (DEN). Installé officiellement dans ses nouvelles fonctions jeudi dernier, Madjer sera secondé de deux adjoints, Meziane Ighil et Djamel Menad. L'ancien joueur du FC Porto (Div.1 portugaise) succède à l'Espagnol Lucas Alcaraz, dont le contrat a été résilié par la Fédération algérienne de football (FAF) pour mauvais résultats.

Résultats et classement :

Vendredi, 20 octobre :

USMH- USMB 2-0

Samedi, 21 octobre :

DRBT- NAHD 1-1

USB-MCO 2-2

CRB-CSC 0-0

OM- JSS 2-0

USMBA- PAC 0-1

MCA- JSK 2-0

Ligue des champions d'Afrique (1/2 finale/retour)/WAC 3-USMA 1

Le rêve reporté pour les Rouge et Noir

■ *L'USM Alger a raté le coche et n'a pu décrocher le ticket de la finale de la Ligue des champions d'Afrique, après s'être fait battre par le Widad de Casablanca sur le score de (3/1) au stade Mohamed V de Casablanca.*

Par Mahfoud M.

Les Rouge et Noir ont mal démarré la rencontre et encaissé deux buts, le premier par l'entremise de Walid El-Karti avant qu'Achraf Bencharki ne rajoute le deuxième but en seconde période (54'). Piqués dans leur amour propre, les Algérois se lanceront dans des assauts interminables, mais la dernière touche manquera toujours et c'est ce qui explique les différents ratages de la ligne offensive de l'USMA, sachant qu'ils se devaient de l'emporter ou tout au moins enregistrer un nul positif, puisque le but inscrit à l'extérieur sera à leur avantage. Le tournant du match devait être à la 56', quand l'arbitre décidera l'expulsion du défenseur central Amine Attouchi. Cela devait normalement profiter aux gars de Soustara qui étaient en supériorité numérique, mais mis à part le but inscrit à la 68' par Ayoub Abdelouai, sur une balle arrêtée et un cafouillage dans la zone du WAC, ils n'arriveront pas à ajouter un second but qui aurait été synonyme d'une qualification en finale. Pis, et alors qu'on s'attendait à ce que l'USMA inscrive le but égalisateur, c'est le WAC



Les Rouge et Noir échouent

qui enfoncera encore le clou, en inscrivant le 3^e but dans les temps morts (93') par ce même Bencharki qui aura été le bourreau des Rouge et Noir.

L'USMA n'a pu égaliser ainsi la performance de l'édition de 2015 quand elle avait atteint la finale de la plus prestigieuse compé-

tion africaine, perdue face aux Congolais du TP Mazembe (aller 1-2, retour 0-2). Le rêve est encore reporté et les Algérois doivent se remettre vite au travail pour penser au championnat et tenter d'arracher une place qualificative à une compétition africaine la saison prochaine.

M. M.

Ligue 1 Mobilis (8^e journée)

Le CSC toujours en tête, le Doyen gagne le Clásico

Le CR Belouizdad et le CS Constantine se sont neutralisés (0-0) dans le match au sommet de la 8^e journée de Ligue 1 Mobilis, disputé samedi au stade du 20-Août 1955, au moment où le MC Alger a renoué avec le succès, en dominant la JS Kabylie (2-0) dans le «Clásico», joué un peu plus tard dans la soirée, au stade de Bologhine. Le CRB (3^e) avait la possibilité de s'emparer seul de la première place en cas de victoire sur le CSC (leader), mais il a raté le coche, en concédant un nul vierge, dans un match à rebondissements, où deux pénalties ont été sifflés. Le premier à la 43^e minute, en faveur des visiteurs, et c'est l'avant-centre Mohamed Amine Abid qui l'a raté, alors que

le second a été sifflé en faveur du Chabab, et il a été raté par l'attaquant Sid Ali Lakroum, ayant également buté sur le gardien à la 78'. Un résultat qui arrange beaucoup plus les affaires du CSC qui conserve sa première place, avec 17 points, soit avec trois longueurs d'avance sur ses deux poursuivants directs : la JS Saoura et le CR Belouizdad, ex aequo à la deuxième place avec 14 unités. A Bologhine, «Le Doyen» a frappé d'entrée de jeu contre la JSK, en ouvrant la marque dès la 18' par Walid Derrardja, et c'est grâce à ce même joueur qu'il a doublé la mise à la 62^e minute, se propulsant à la 10^e place du classement général, qu'il partage avec le DRB Tadjenant, ex aequo avec neuf points chacun. Ce dernier avait commencé par rater le coche, en accueillant le NA Hussein Dey, car il a concédé l'ouverture du score devant Chouiter (56'), avant d'égaliser par Benmokhtar (90'+5), au moment où le nouveau promu, l'US Biskra s'est neutralisé à domicile avec le MC Oran (2-2). Berbèche avait ouvert le score

pour le club des Zibans à la 6^e minute, et Oghi a ajouté le second, sur penalty à la 32^e minute, alors que du côté du MCO, c'est Tiaïba qui s'était offert un doublé (19' et 67' s.p.). L'attaquant Badreddine Bahi a été une nouvelle fois l'homme providentiel pour l'Olympique Médéa, auquel il a offert un précieux succès contre la JS Saoura, en signant un doublé aux 36' et 54', alors qu'à Sidi Bel-Abbès, l'USMBA a été surprise par une irrésistible formation du Paradou, l'ayant battue sur son propre terrain (1-0), grâce à Benkhelifa (52'). Les péripéties de cette 8^e journée avaient commencé vendredi, par un choc entre mal-classés, ayant tourné finalement à l'avantage du club recevant, l'USM El Harrach, ayant disposé de l'USM Blida (2-0), grâce à Bouguèche (20') et Banouh (30'). Un précieux succès dans la course au maintien, puisque les Jaune et Noir abandonnent la dernière place du classement à leur adversaire du jour, désormais seul bon dernier, avec seulement deux points au compteur, au moment où eux se

hissent à la 14^e place, qu'ils partagent ex aequo avec l'US Biskra, avec quatre points chacun. Le dernier match inscrit au programme de cette huitième journée a été renvoyé à une date ultérieure. Il s'agit du choc ES Sétif - USM Alger qui a été reporté en raison de la participation des Algérois aux demi-finales (Retour) de la Ligue des champions africaine contre le WAC Casablanca.

Racim S.

	Pts	J
1). CSC	17	8
2). JS Saoura	14	8
-). CRB	14	8
-). PAC	14	8
5). MC Oran	13	8
6). ES Sétif	12	7
7). USMB	11	8
-). JS Kabylie	11	8
9).Olympique Médéa	10	8
10). MC Alger	9	7
-). DRB Tadjenant	9	8
12). NAHD	8	8
13). USM Alger	5	4
-). US Biskra	5	7
15). USM El-Harrach	4	7
16). USM Blida	2	8

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Batna

Un dangereux terroriste capturé par un détachement de l'ANP

UN DANGEREUX terroriste a été capturé hier matin par un détachement de l'Armée nationale populaire en possession d'un pistolet automatique de type Kalachnikov à Arris, dans la wilaya de Batna, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'Armée nationale populaire a capturé, ce matin 22 octobre 2017 à Arris, wilaya de Batna (5^e Région militaire), le dangereux terroriste dénommé Kh. Chafaï, dit Abou El Khatab,

en possession d'un pistolet automatique de type Kalachnikov, trois chargeurs de munitions garnis et une grenade. Ledit terroriste qui avait rallié les groupes terroristes en 1998, était un chef criminel d'un groupe terroriste», précise le communiqué.

Dans le même contexte, un autre détachement de l'Armée nationale populaire «a découvert, à Jijel, une casemate contenant une importante quantité de denrées alimentaires et de médicaments», ajoute la même source. Slim O.

En direction des jeunes porteurs de projets

Lancement en novembre du réseau de partenariat global

LE MINISTRE de la Jeunesse et des Sports, El-Hadi Ould Ali, a annoncé, hier depuis Laghouat, le lancement en novembre prochain d'un réseau de partenariat global en direction des jeunes porteurs de projets. Ce réseau à mettre en place par des partenaires, dont les entreprises et associations, prévoit le lancement, concomitamment avec la semaine mondiale de l'entrepreneuriat, de sept caravanes devant sillonner le territoire national dans le but d'encourager et de promouvoir les initiatives de jeunes, a indiqué le ministre, lors d'une réception en l'honneur des équipes et cadres du secteur, organisée à la maison de la culture de Laghouat. «Ce réseau s'inscrit également au titre de l'information, de l'orientation, de la formation et de l'accompagnement des porteurs de projets, en coordination avec les différents intervenants», a-t-il ajouté. «La catégorie jeune fait partie des priorités du plan d'action du gouvernement visant la mobilisation des potentialités des jeunes et leur contribution au processus du développement nationaux», a souligné le ministre, ajoutant que ce plan vise «l'amélioration des prestations au niveau des structures et espaces exploités dans le cadre des activités de jeunes». Le ministre de la Jeunesse et des Sports a appelé les jeunes à prendre part «massivement» et par «conviction de choix» à la prochaine consultation électorale, car, a-t-il expliqué, cette échéance cible en premier lieu les jeunes qui auront à s'exprimer sur «leur avenir et l'avenir du pays». S'agissant de la situation du secteur dans la wilaya de Laghouat, M. Ould Ali a fait état de l'octroi au bénéfice de la wilaya, au titre du dernier programme quinquennal de développement, d'une enveloppe globale de 7,9 milliards DA pour la réalisation de 330 opérations. Il a, par la même occasion, remis des titres d'attribution de subventions aux équipes et clubs vainqueurs dans différentes compétitions, au titre des deux dernières saisons sportives, ainsi qu'à des cadres du secteur, avant de suivre des activités artistiques et exhibitions sportives animées par des petites catégories sportives activant au niveau des maisons de jeunes de la wilaya. Hani T.

Mila

Gel de près de 7 000 cartes «Chifa» pour utilisation excessive

ENVIRON 7 000 cartes «Chifa» ont été gelées temporairement dans la wilaya de Mila pour utilisation excessive, a déclaré hier le directeur de l'Agence locale de la Caisse nationale des assurances sociales (CNAS), Feouaz Naâssi. «Il s'agit d'une procédure préventive et juridique qui a été prise comme solution finale suite à l'enregistrement d'une utilisation excessive dans la consommation des médicaments et de non-réponse aux convocations et avertissements adressés depuis les années 2013 et 2014, pour subir une expertise médicale ou dépôt de recours», a indiqué à l'APS le

responsable. L'opération demeure une décision périodique qui annule les avantages du système du tiers payant, néanmoins l'assuré pourra bénéficier du remboursement des ordonnances de manière classique, a-t-il précisé, notant que cette décision a touché des assurés sociaux ayant des maladies chroniques et les retraités qui sont soumis au contrôle médical. Les personnes concernées par cette procédure peuvent régulariser leurs créances ou présenter des recours qui permettent d'établir une nouvelle expertise médicale, a encore ajouté la même source,



Djalou@hotmail.com

Sidi-Aïch/ Béjaïa

Des pré-bénéficiaires de logements locatifs coupent la voie

■ La RN 26 a été fermée hier à Remila, dans la commune de Sidi-Aïch. Cette action a été menée par 63 familles de la localité, poursuivies en justice par l'Office de promotion immobilière (OPGI) pour avoir indûment occupé des logements locatifs dont ils ont été bénéficiaires il y a quelque temps, avant leur attribution officielle.

Par H. Cherfa

Selon les protestataires, «la plupart des occupants figurent sur la liste des pré-bénéficiaires d'où leur action». Ils justifient également l'occupation des appartements par le fait qu'ils vivent dans des bidonvilles jouxtant le site depuis plusieurs années, que leur attente a été longue et leur calvaire de plus en plus insupportable. Ils réclament, par ailleurs, des décisions d'attribution finale afin que la jus-

tion puisse prononcer un non-lieu à leur rencontre, sachant que certains ont été condamnés à la prison ferme et d'autres à payer des amendes pour avoir habité les logements avant l'attribution des décisions d'occupation. Le chef de daïra qui s'est rendu sur les lieux a invité les manifestants à une rencontre qui se tiendra aujourd'hui afin de trouver une

solution à leur problème. Ce qui les a incités à lever le blocus sur la route. Une fermeture de la route qui a paralysé le trafic et causé des désagréments aux usagers pris au milieu des files des voitures qui se sont formées dans les deux sens de la voie.

H. C.

Maroc

Grève nationale des médecins du service public le 1^{er} novembre

LE SYNDICAT indépendant des médecins du service public au Maroc (SIMSP) a appelé à une grève nationale le 1^{er} novembre prochain ainsi qu'à une marche nationale à Rabat pour protester contre la situation au secteur de la santé au pays, ont rapporté, hier, des médias. Après deux débrayages les 28 septembre et 16 octobre, le SIMSP a de nouveau appelé dans un communiqué à «une grève nationale le 1^{er} novembre pour protester contre le mépris du ministère de la Santé à l'égard de la situation bouillonnante que vit le corps médical». Les médecins sont appelés à porter, durant la semaine suivant la

grève, des insignes noirs montrant le chiffre 509. Un chiffre en référence à l'indice salarial 509 que le syndicat réclame comme base de rémunération, en lieu et place de l'indice salarial 336. Le communiqué annonce également une «marche nationale à Rabat qui démarrera du siège du ministère de la Santé vers le Parlement». La date de celle-ci sera fixée ultérieurement. Les grévistes demandent une augmentation de leur rémunération afin de l'aligner sur celle des fonctionnaires. Ils réclament également «l'équivalence administrative entre le doctorat de médecine et le doctorat national». K. L.